CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION ET DE VENTE CGUV

RICOCHET

Préambule

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de vente (ci-après : les « CGUV ») ont pour objet de définir les conditions d'accès et d'utilisation du service proposé par la société CAPELLE, éditrice du site *ricochet-services.fr* ou *ricochet-services.com* (ci-après : le « Site ») et de son application mobile nommée (ci-après : l' « Application »), le Site et l'Application dénommés ensemble la « *Plateforme* » ou « *RICOCHET* », en vue de préciser le cadre des relations entre les utilisateurs (ci-après : les « Utilisateurs ») et la Plateforme.

Article 1 - Objet - Caractéristiques du service :

La société CAPELLE édite une Plateforme de mise en relation. Cette application est destinée à mettre en relation exclusivement des particuliers (ci-après : le(s) « ***Demandeur(s) de services*** ») à la recherche d'un **Intervenant (particulier)** pour réaliser un service dans le domaine du service à la personne (entretien de la maison, garde d'enfants, aide aux seniors, gestion des animaux, cours particuliers …). La spécificité de cette plateforme est de pouvoir créer des liens avec ses proches afin d'obtenir un avis, une recommandation, une vérification du sérieux ou de la qualité du service proposé.

A partir de l'inscription, à tout moment et facultativement, les Intervenants et les Demandeurs de services sont invités à identifier les personnes référencées sur l'Application appartenant à leur cercle familial, amical, professionnel ou lieu de vie. Chacun peut alors préciser la connaissance et éventuellement la recommandation de cette personne à son réseau.

Ainsi, lors d'une recherche de services, un **contact commun** peut apparaître et permettre à chacun de contacter cette connaissance afin de valider l'adéquation entre le besoin de services et le demandeur, même démarche pour l'offreur vis-à-vis d'un potentiel futur employeur. Le contact commun permettant de valider la confiance et le sérieux des deux (2) parties.

La Plateforme met à disposition des Intervenants et des Demandeurs de services des outils et moyens techniques leur permettant **d'entrer en relation**.

RICOCHET *n'est ni mandataire, ni prestataire de services à domicile* mais seulement une plateforme de mise en relation. Nos obligations se limitent à mettre en œuvre les moyens permettant aux Intervenants et Demandeurs de services d'entrer en relation.

Article 2 - Acceptation des CGUV

L'utilisation de la Plateforme est soumise aux présentes CGUV. En utilisant la Plateforme pour les prestations mentionnées dans l'Objet, les Utilisateurs reconnaissent avoir lu, compris et accepté sans réserve les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de vente. De même, en utilisant la Plateforme, les Utilisateurs reconnaissent avoir accepté la politique de confidentialité et de protection des données personnelles (ci-après la « Politique de Confidentialité ») consultable à tout moment sur son site internet.

La société peut à tout moment modifier et mettre à jour les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de vente et la Politique de Confidentialité. Les Conditions Générales et la Politique de Confidentialité et de Protection des Données Personnelles en vigueur au moment de l'utilisation de la Plateforme sont celles qui sont opposables à l'Utilisateur. Il est recommandé à tout Utilisateur de se tenir régulièrement informé des Conditions Générales d'Utilisation et de vente en vigueur. La prise de connaissance de la version des Conditions Générales d'Utilisation et de vente et de la Politique de Confidentialité et de Protection des Données en vigueur peut se faire à tout moment sur le Site, en bas de page ou l'application *Mon compte->Informations->documents Légaux*.

Lors de l'inscription, vous reconnaissez avoir pris connaissance et accepter l'intégralité des présentes Conditions Générales de Vente et d'Utilisation et devenez membre (ci-après « Utilisateur ») en cliquant sur le bouton « CGVU ».

Aucune tolérance ne pourra être interprétée comme valant renonciation à un droit.

Article 3 - Inscription sur la Plateforme

3.1 - Conditions d'inscription

L'accès et l'inscription à la plateforme sont gratuits.

L'inscription pour le Demandeur de service et l'Intervenant se fait en créant un compte avec un mail rattaché.

L'utilisation de la plateforme est strictement et exclusivement réservée aux personnes physiques, agissant en tant que non professionnel âgées de 18 ans ou plus en qualité de Demandeur.

Toute inscription sur la Plateforme en qualité d'Intervenant d'une personne ayant moins de 16 ans est strictement interdite. En accédant, utilisant ou vous inscrivant sur la Plateforme, vous déclarez et garantissez avoir 16 ans ou plus en indiquant votre date de naissance.

3.2 - Création d'un compte et utilisation du service

La Plateforme permet aux Utilisateurs de publier des annonces de services à la personne (ci-après : les « ***Annonces*** ») ou consulter des Annonces ainsi que d'enrichir son réseau de connaissances permettant d'interagir et de faciliter les mises en relation.

Vous pouvez consulter les Annonces même si vous n'êtes pas inscrit sur la Plateforme.

Un accès gratuit est proposé en mode recherche permettant de consulter *une* annonce. La première annonce apparaîtra en mode clair, les suivantes seront floutées. Pour rentrer en contact avec l'Intervenant de cette dernière, une inscription est nécessaire.

En revanche, vous ne pouvez ni publier une Annonce d'offre de services ni contacter un Intervenant sans avoir, au préalable, créé un Compte.

Pour vous inscrire sur la Plateforme, vous devez avoir lu et accepter les présentes CGUV.

À l'occasion de la création de votre Compte, vous vous engagez à fournir des informations personnelles exactes, conformes à la réalité et à les mettre à jour, par l'intermédiaire de votre profil, afin d'en garantir la pertinence et l'exactitude.

L'Utilisateur doit indiquer son adresse e-mail ainsi que son numéro de téléphone afin d'être joint autant que de besoin par la Plateforme et par les autres Utilisateurs. La Plateforme se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute inscription en cas de non-respect des présentes CGUV.

Chaque Utilisateur est seul responsable de l'exactitude des informations qu'il fournit, du respect des lois et règlements applicables et de la conclusion et de l'exécution des contrats issus d'une mise en relation.

Chaque Utilisateur s'engage à ne créer ou à n'utiliser, sous sa propre identité ou sous celle d'un tiers, aucun autre Compte que celui qu'il aura initialement créé à son nom. RICOCHET se réserve la possibilité le cas échéant de supprimer tout compte supplémentaire créé par le même Utilisateur et/ou de fusionner les comptes supplémentaires pour éviter tout cumul. De plus, RICOCHET peut supprimer ou bloquer tout création de compte dont le nom et le prénom sont à caractère inapproprié.

Article 4 - Conditions de vente des abonnements

4.1 - Objet et champ d'application

Le présent article constitue les conditions générales de vente applicables à la souscription, par tout Utilisateur ayant la qualité de consommateur, des abonnements payants proposés par la société CAPELLE sur la Plateforme (ci-après : les « Abonnements »). Il forme un ensemble indivisible avec les autres stipulations des présentes CGUV.

L'identité et les coordonnées de la société CAPELLE, vendeur des Abonnements, figurent à l'article 5 des présentes. Les services gratuits de la Plateforme (inscription, édition d'une Annonce, consultation d'une (1) première annonce en mode clair) demeurent régis par les articles 3 et 6.

4.2 - Description des Abonnements

La consultation illimitée des Annonces et la demande de mise en relation avec un Intervenant sont réservées aux titulaires de l'un des Abonnements suivants :

- L'accès "Premium", valable un (1) mois, non renouvelable, permettant la consultation et la recherche illimitées des Annonces ;
- l'abonnement « Premium », souscrit pour une durée d'un (1) mois tacitement reconductible par périodes successives d'égale durée, permettant la consultation et la recherche illimitées des Annonces et résiliable à tout moment dans les conditions de l'article 4.6.

Les caractéristiques essentielles de chaque Abonnement, ainsi que son prix, sont présentées à l'Utilisateur dans l'Application avant toute souscription, conformément à l'article L. 221-5 du Code de la consommation.

4.3 - Prix

Les prix des Abonnements sont indiqués en euros et toutes taxes comprises (TTC) dans l'Application. Le tarif applicable est celui en vigueur au jour de la souscription ou, pour l'abonnement « Premium », au jour du renouvellement de la période en cours.

CAPELLE peut faire évoluer le tarif de l'abonnement « Premium » pour les périodes de reconduction à venir, sous réserve d'en informer l'Utilisateur, sur un support durable, au moins trente (30) jours avant son entrée en vigueur. L'Utilisateur qui refuse le nouveau tarif peut résilier son Abonnement dans les conditions de l'article 4.6, avec effet au terme de la période en cours ; à défaut de résiliation, le nouveau tarif s'applique à compter de la reconduction suivante.

4.4 - Souscription et paiement

La souscription d'un Abonnement s'effectue depuis l'Application selon le parcours suivant : sélection de l'Abonnement ; vérification du récapitulatif de la commande (caractéristiques, durée, prix total TTC), avec possibilité de corriger d'éventuelles erreurs ; acceptation des présentes CGUV ; puis confirmation de la souscription, laquelle vaut conclusion du contrat dans les conditions des articles 1127-1 et 1127-2 du Code civil.

Le paiement s'effectue exclusivement via les systèmes de paiement proposés par l'App Store ou Google Play. Les modalités de facturation, de débit et de gestion des abonnements souscrits en application (in-app) sont régies par les conditions d'utilisation de ces plateformes, que l'Utilisateur est invité à consulter. La confirmation de la souscription lui est fournie sur un support durable, conformément à l'article L. 221-13 du Code de la consommation.

4.5 - Exécution immédiate – Droit de rétractation

Conformément à l'article L. 221-18 du Code de la consommation, l'Utilisateur dispose d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la souscription de l'Abonnement pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus par la loi.

L'accès au service étant ouvert immédiatement, l'Utilisateur, en souscrivant l'Abonnement, demande expressément que son exécution commence avant l'expiration du délai de rétractation. En conséquence, et conformément aux articles L. 221-25 et L. 221-28 du Code de la consommation, l'Utilisateur reconnaît :

- que s'il exerce son droit de rétractation avant le terme de l'Abonnement, il est redevable d'un montant proportionnel au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter (article L. 221-25) ;
- que son droit de rétractation est perdu lorsque le service a été pleinement exécuté avant l'expiration du délai (article L. 221-28, 1°) ou, pour les contenus numériques fournis sans support matériel, dès lors que l'exécution a commencé avec son accord préalable exprès et qu'il a reconnu la perte de son droit (article L. 221-28, 13°).

Le droit de rétractation s'exerce par l'envoi, avant l'expiration du délai, d'une déclaration dénuée d'ambiguïté à l'adresse contact@ricochet-services.fr ou par courrier au siège social de CAPELLE, l'Utilisateur pouvant utiliser à cet effet le formulaire type reproduit à l'article 4.9. CAPELLE rembourse les sommes dues au plus tard dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la décision de rétractation (article L. 221-24). Pour les Abonnements souscrits via l'App Store ou Google Play, les demandes de remboursement peuvent également être présentées selon les procédures propres à ces plateformes.

4.6 - Durée – Reconduction tacite – Résiliation

L'accès "Premium 1 mois" prend fin de plein droit au terme de sa durée d'un (1) mois, sans reconduction ni formalité.

L'abonnement « Premium » est reconduit tacitement par périodes successives d'un (1) mois. L'Utilisateur peut y mettre fin à tout moment, sans frais ni motif, avec effet au terme de la période mensuelle en cours, directement depuis l'Application (rubrique « Mon compte ») ou depuis les réglages de gestion des abonnements de l'App Store ou de Google Play. Conformément à l'article L. 215-1-1 du Code de la consommation, une fonctionnalité gratuite de résiliation par voie électronique est accessible en permanence à l'Utilisateur. La résiliation met fin aux reconductions futures ; la période en cours reste due, sans préjudice du droit de rétractation (article 4.5) et de la garantie légale de conformité (article 4.7).

4.7 - Garantie légale de conformité

Les Abonnements constituent des services numériques au sens de l'article liminaire du Code de la consommation. CAPELLE répond, dans les conditions des articles L. 224-25-12 et suivants du même code, des défauts de conformité apparaissant pendant la période de fourniture du service, la garantie légale de conformité s'appliquant indépendamment de toute autre stipulation des présentes. Conformément à l'article D. 211-4 du Code de la consommation, l'Utilisateur est informé de ce qui suit:

Le consommateur a droit à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité durant la période de fourniture de l'Abonnement, à savoir un (1) mois par période d'abonnement, à compter de la fourniture du service numérique. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.

La garantie légale de conformité emporte obligation de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du service numérique durant cette même période.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la mise en conformité du service numérique sans retard injustifié suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Le consommateur peut obtenir une réduction du prix en conservant le service numérique ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre renonciation au service numérique, si :

1° le professionnel refuse de mettre le service numérique en conformité ;

2° la mise en conformité du service numérique est retardée de manière injustifiée ;

3° la mise en conformité du service numérique ne peut intervenir sans frais imposés au consommateur;

4° la mise en conformité du service numérique occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur ;

5° la non-conformité du service numérique persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du professionnel restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la mise en conformité du service numérique au préalable.

Dans les cas où le défaut de conformité est mineur, le consommateur n'a droit à l'annulation du contrat que si le contrat ne prévoit pas le paiement d'un prix.

Toute période d'indisponibilité du service numérique en vue de sa remise en conformité suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la fourniture du service numérique de nouveau conforme.

Ces droits résultent de l'application des articles L. 224-25-1 à L. 224-25-31 du Code de la consommation. Le professionnel qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité

encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 242-18-1 du Code de la consommation).

Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du Code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le service numérique est conservé, ou à un remboursement intégral contre renonciation au service numérique.

4.8 - Réclamations – Médiation de la consommation

Toute réclamation relative à un Abonnement peut être adressée au service client de RICOCHET à l'adresse contact@ricochet-services.fr. À défaut de résolution amiable, l'Utilisateur peut recourir gratuitement au médiateur de la consommation dans les conditions prévues à l'article 12 des présentes.

4.9 - Formulaire type de rétractation

Pour exercer son droit de rétractation dans les conditions de l'article 4.5, l'Utilisateur peut utiliser le formulaire ci-dessous, établi conformément à l'annexe à l'article R. 221-1 du Code de la consommation :

À l'attention de la société CAPELLE, 6 rue Édouard Mignot, 51100 Reims – contact@ricochet-services.fr :
Je/Nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation du contrat portant sur la prestation de services ci-dessous :
Commandé le :
Nom du (des) consommateur(s) :
Adresse du (des) consommateur(s) :
Signature du (des) consommateur(s) (uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier) :
Date :
(*) Rayez la mention inutile.

Article 5 - Mentions Légales

Le présent site est produit et édité par CAPELLE, SAS, au capital de 100 000 €, dont le siège social est situé au 6 rue Édouard Mignot, 51100 REIMS, immatriculée au RCS de Reims, SIRET 943 961 573 00012.

Contact : contact@ricochet-services.fr

Numéro de TVA intracommunautaire : FR92943961573

Le présent site est hébergé par : OVH

La société CAPELLE agit en tant qu'opérateur de la plateforme en ligne RICOCHET et en tant que simple intermédiaire technique.

RICOCHET se contente de mettre à disposition des outils et moyens techniques permettant aux Demandeurs et Intervenants d'entrer en relation. RICOCHET n'est ni partie ni intervenant aux éventuels contrats conclus par et/ou entre ses Utilisateurs. RICOCHET ne dirige, ni ne contrôle l'exécution des éventuels services subséquents. RICOCHET ne garantit ni la compétence, ni la moralité, ni la disponibilité des Intervenants.

La responsabilité de RICOCHET ne peut en aucun cas être engagée en cas d'inexécution totale ou partielle du service, soit du fait du Demandeur et/ou de l'Intervenant et/ou du Prestataire, soit d'un cas de force majeure.

Article 6 - Accès et Utilisation de la plateforme

6.1 - Accès à la Plateforme

RICOCHET fera ses meilleurs efforts pour que le service soit accessible 24h/24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure.

contact@ricochet-services.fr pour toute réclamation qui sera traitée dans les meilleurs délais.

RICOCHET se réserve également le droit, sans préavis, ni indemnité, de suspendre temporairement la Plateforme ou l'accès aux Services à distance notamment pour effectuer une mise à jour, des opérations de maintenance ou des modifications.

La Plateforme réunit des Demandeurs de services qui sont inscrits sur la Plateforme aux fins d'être mis en relation avec des Intervenants. Tout accord contractuel entre Intervenant et Demandeur de services sort du cadre d'intervention de la plateforme RICOCHET. Il appartient aux deux (2) parties de contractualiser leur accord selon les règles et usages applicables selon la typologie de service considéré.

L'accès à la Plateforme pour les Demandeurs de services est réservé à toute personne physique disposant de la pleine capacité juridique pour s'engager au titre des présentes Conditions Générales d'Utilisation, dans le cadre :

- de ses besoins *propres* de services à la personne / soin des animaux
- et non à des fins de revente, location ou échange des services au profit de tiers, dans le cadre d'une activité professionnelle ou même occasionnelle.

Les Intervenants proposent quant à eux une mission de service à la personne ou de services de gestion des animaux. L'accès à la Plateforme pour les Intervenants est réservé à toute personne physique de plus de 16 ans, disposant de la pleine capacité juridique pour s'engager au titre des présentes Conditions Générales d'Utilisation, et en plus, :

- disposant d'une autorisation d'exercice d'une activité professionnelle sur le territoire français,
- d'une assurance responsabilité civile et
- justifiant d'un casier judiciaire vide.

Les Demandeurs des services et les Intervenants doivent résider habituellement en France pour s'inscrire et utiliser la Plateforme. A défaut, ceux-ci s'exposent à la suspension automatique ou manuelle de leur compte, sans que la responsabilité de cette dernière puisse être engagée à ce titre.

En outre, il est interdit à toute personne morale, et à toute personne physique agissant pour le compte d'une personne morale, de s'inscrire sur la Plateforme en tant que Demandeur ou offreur, d'entrer en contact avec des Intervenants, de récupérer partiellement ou en totalité la base de données du site Internet, ou d'utiliser la Plateforme.

RICOCHET se réserve le droit d'exclure tout Utilisateur inscrit sur la Plateforme et d'initier toute action en justice si elle estime être victime d'un préjudice à raison de tels agissements, et en particulier en cas d'utilisation à des fins commerciales ou de prospection de sa base de données (prospection et/ou

collecte d'informations sur les utilisateurs de Ricochet, utilisation des coordonnées des Intervenants, publicité abusive, etc.).

6.2 - Mise en relation et Classement des annonces

Lorsqu'une Offre est sélectionnée par le Demandeur, l'Intervenant reçoit l'information de la demande de mise en relation par e-mail et par une notification. L'offreur peut laisser sans réponse, accepter ou refuser la demande de mise en relation. En cas d'acceptation, chaque partie a accès aux coordonnées respectives de l'autre partie.

Les résultats de recherche sont présentés dans l'ordre décroissant du nombre de mise en relation.

6.3 - Identifier son réseau

Il existe 3 méthodes d'identification de son réseau répertoriées sur la plateforme :

1. Lors de l'inscription, l'Utilisateur donne l'accès à son répertoire téléphonique personnel, l'application liste les contacts présents dans le répertoire et les personnes utilisant l'application. La recherche croisée s'effectuant par l'e-mail et/ou par le téléphone ;

2. En mode recherche sur l'application par nom, tel ou e-mail, la mise en relation est validée à partir du moment où les deux (2) parties ont mutuellement déclaré se connaître.

3. Vous avez la possibilité de demander à vos proches de se connecter et de s'inscrire sur la Plateforme RICOCHET afin d'élargir votre réseau et augmenter les contacts possibles lors de consultation ou offre de services avec les autres Utilisateurs. Vous pouvez alors inviter vos contacts par envoi de message automatique.

Chaque Utilisateur a la possibilité de déclarer qu'un Utilisateur fait partie de son réseau d'amis ou familial, de ses connaissances, de ses collègues et qu'il le connaît. Quand la mise en relation est établie, l'Utilisateur peut ajouter la mention « ***recommande*** » ou « le pouce » quant à la qualité de la délivrance d'un service.

Ce lien permet à chaque Utilisateur de valider auprès de ses proches la capacité d'un offreur à proposer une qualité de service qui lui conviendrait. De la même manière, un Intervenant peut consulter l'adéquation de ses services auprès du Demandeur de services en collectant des informations auprès de ses connaissances.

Article 7 - Suspension et résiliation

7.1- Suspension d'une annonce

Chaque Utilisateur peut suspendre ou supprimer la publication d'une annonce publiée sur son compte lui permettant d'être mis en relation avec d'autres Utilisateurs de la Plateforme. La suspension est temporaire et l'Utilisateur peut à tout moment la réactiver.

7.2 - Résiliation du compte Utilisateur

Compte de l'Intervenant

Chaque Utilisateur Intervenant peut mettre fin à tout moment à son inscription sur la Plateforme en demandant la clôture de son compte sans motif et sans frais autres que ceux liés à la transmission de

sa demande sur son profil dans la rubrique « Mon compte », en cliquant sur « Gérer mon compte » puis « Me désinscrire ». Ainsi, le profil de l'Intervenant n'apparaîtra plus dans la liste de recherche.

Compte du Demandeur de services

Chaque Utilisateur Demandeur de services peut mettre fin à tout moment à son inscription sur la Plateforme en demandant la clôture de son compte sans motif et sans frais autres que ceux liés à la transmission de sa demande sur son profil dans la rubrique « Mon compte », en cliquant sur « Gérer mon compte » puis « Supprimer mon compte ». Ainsi, le profil de l'Utilisateur n'apparaîtra plus dans la liste de recherche. Si le Demandeur de services a souscrit à un Abonnement Premium dont la reconduction n'a pas été arrêtée, il devra arrêter la reconduction de son Abonnement Premium.

Article 8 - Dispositions générales

Sans préjudice des autres dispositions des présentes, en cas de manquement grave de l'Utilisateur, RICOCHET peut,

- masquer ou supprimer toute Annonce litigieuse à titre conservatoire,
- suspendre son compte pour le temps de régularisation de la non-conformité à l'origine,
- résilier son compte sans préavis ni mise en demeure. Cette résiliation interviendra sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par RICOCHET à l'Utilisateur ou ses ayants droit et représentants légaux en réparation des préjudices éventuels subis par RICOCHET du fait de tels manquements.

Ces mesures peuvent s'ajouter à toute demande de dommages et intérêts que RICOCHET serait en droit de formuler à l'encontre de l'Utilisateur défaillant et/ou fautif.

Article 9 - Responsabilité

RICOCHET s'engage à l'égard des Utilisateurs à mettre en œuvre tous les moyens raisonnables pour assurer la fourniture des services de la Plateforme avec sérieux et conformément aux pratiques professionnelles. Il est entendu que cette obligation est une obligation de moyens et non de résultat, ce que l'Utilisateur reconnaît et accepte expressément.

RICOCHET invite les Utilisateurs à faire leurs meilleurs efforts pour exécuter leurs obligations dans les meilleures conditions et dans la bonne foi, et ce, qu'il s'agisse du contenu des annonces ou de l'exécution des prestations.

La responsabilité de la Plateforme se limite strictement à la délivrance des services tels que décrits dans les présentes conditions, notamment la mise en relation des Demandeurs de services et des Intervenants, à l'exclusion de toute autre intervention. L'Utilisateur admet également que les services sont fournis "en l'état", sans garantie d'aucune nature, qu'elle soit expresse ou implicite.

RICOCHET n'est ni partie ni intervenant aux éventuels contrats conclus par et/ou entre ses Utilisateurs. RICOCHET ne peut donc en aucun cas être tenu pour responsable des mauvaises exécutions de services. Toute contestation relative à un service effectuée par l'intermédiaire de la Plateforme doit être directement réglée entre les Utilisateurs.

La responsabilité de la Plateforme à l'égard de l'Utilisateur ne peut être engagée que pour des faits qui lui seraient directement imputables et qui causeraient à l'Utilisateur un préjudice direct, à l'exclusion de tout préjudice indirect.

La responsabilité de la Plateforme est exclue en cas de mauvaise utilisation des services de la Plateforme par l'utilisateur ou de faute de sa part. Elle ne saurait pas davantage être engagée à raison de faits imputables à un tiers.

Article 10 – Propriété intellectuelle

Les présentes Conditions Générales ne confèrent à l'Utilisateur aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte sur la Plateforme, ainsi que sur l'ensemble des textes, images, contenus audio-visuels et autres contenus exploités, en ce compris les présentes Conditions Générales, les marques, noms commerciaux et logos, les logiciels, structures, infrastructures et bases de données utilisés au sein de la Plateforme, qui demeurent sa propriété exclusive, pleine et entière, à l'exclusion des Contenus mis en ligne par les Utilisateurs.

Le contenu de la Plateforme est protégé par les lois françaises et internationales relatives à la propriété intellectuelle.

Toute représentation, reproduction totale ou partielle, dénaturation et/ou exploitation totale ou partielle de ce contenu est strictement interdite, par quelque procédé que ce soit, et sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable du titulaire et est susceptible de constituer un délit.

Article 11 - Données personnelles

Nous recueillons, utilisons et communiquons des informations vous concernant en appliquant une politique stricte de protection de vos données personnelles dont les détails sont explicités dans le document intitulé « politique de confidentialité », accessible à tout moment sur le Site en bas de page et dont l'utilisateur est expressément invité à prendre connaissance.

Article 12 - Droit applicable – Médiation

Les présentes CGU et les relations contractuelles entre la Plateforme et l'Utilisateur sont régies par le droit français. L'Utilisateur ayant la qualité de consommateur, il bénéficie en toute hypothèse des dispositions impératives qui lui sont plus favorables en vertu des textes applicables.

Conformément à l'article L. 612-1 du Code de la consommation, en cas de désaccord entre RICOCHET et l'Utilisateur, et lorsque ce désaccord n'a pas pu être réglé dans le cadre d'une réclamation préalable par écrit directement auprès du service client RICOCHET via l'adresse contact@ricochet-services.fr, l'Utilisateur peut recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à RICOCHET.

Sans préjudice des modes amiables, l'Utilisateur conserve la faculté de saisir les juridictions compétentes conformément aux règles de droit commun. Toute stipulation des présentes ne saurait avoir pour effet de priver le consommateur des droits qui lui sont reconnus par les dispositions d'ordre public applicables.